

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 117 – VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Pirate indigné et motivé cherche compagnie nombreuse pour construire une alternative. Tout niveau d'expérience bienvenu. Esprit d'équipe indispensable. Penchant libertaire apprécié. ●

AGENDA MILITANT

→ 1^{er} octobre

Amiens [Écrire le travail](#)

→ 3 octobre

Paris [Libye : intervention humanitaire ou guerre coloniale ?](#)

→ 4 octobre

Nanterre [Lire et écrire la ville avec ses habitants](#)

→ 8 octobre

Grigny [La désobéissance : un enjeu de citoyenneté](#)

Paris [OMOS rapports d'exploitation, de domination, individu et collectif](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Bouches-du-Rhône

2012 : [Le Front de gauche, ça change tout](#)

Pour changer, ne soyons pas primaires...

Il serait stupide de bouder son plaisir de voir la droite battue aux sénatoriales. Le symbole est beau. Il est fort. Nicolas Sarkozy, son mépris de nantis et sa violence politique sont sanctionnés. Le succès des « dissidents » de droite marque les limites de l'autoritarisme comme méthode de gouvernement. Mais un dissident de droite ne fait pas un opposant de gauche ! Il marque simplement un changement de sens du vent ou de côté du manche...

Il serait donc tout aussi stupide d'y voir la révolution en marche. Plus la société va mal, plus progressent le développement de la haine de l'autre, la résignation, l'abandon de l'intervention politique, le repli, l'idée du tous pourri...

Dans ce contexte, la campagne « Front de gauche » dans la pluralité de ses composantes, avec notre expression d'acteurs et d'actrices de la transformation sociale, peut redonner de l'air, peut redonner confiance et fierté aux couches populaires, aux luttes du bas contre le haut !

Nous avons la responsabilité de faire vivre une politique qui s'affiche délibérément contre ces systèmes : système capitaliste, système de notables, système patriarcal, système productiviste, système individualiste, système présidentialiste...

Parce que nous sommes contre ces systèmes, j'invite à ne pas participer à la primaire socialiste. Et ce pour trois raisons :

Premièrement : pourquoi choisir un candidat pour lequel nous ne voterons pas au premier tour ? La primaire socialiste ne s'inscrit pas dans ce que nous voulons affirmer avec un bulletin Front de gauche : une politique de transformation sociale et une autre manière de faire de la politique, citoyenne, sociale et fièrement populaire.

Deuxièmement : nous combattons la V^e République. Nous sommes contre l'élection du président au suffrage universel, ce système qui privilégie le combat entre les personnes et non la confrontation d'intérêts. La primaire socialiste épouse ce système.

Troisièmement, plutôt que de participer « à instaurer au sommet du PS une forme d'individualisme concurrentiel qui est bien dans l'air du temps libéral » (1), participons à développer le débat public sur les politiques alternatives aux systèmes que nous combattons.

Les forces populaires n'ont pas un problème de personne, mais de contenu de politique, d'espoir, d'aventure humaine à proposer.

● Patrice Leclerc

(1) Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques, « Les primaires socialistes, la fin du parti militant ».

La vrai-fausse bonne idée de la démondialisation

Propulsé dans le débat public à l'occasion de la primaire socialiste, l'idée de démondialisation mérite une attention - fortement critique - de ceux qui veulent une alternative sociale et écologique.

On ne rejoindra pas les propos de Manuel Valls, affirmant dans le cadre de la primaire du PS, face à Arnaud Montebourg, que la démondialisation - la "dernière hérésie dont on cause", selon *Marianne* - est « dépassée et franchement ringarde ». Comme pour le débat sur la décroissance, sans doute est-il plus intéressant de s'attacher à comprendre ce que les promoteurs de la démondialisation entendent affirmer et en quoi leur proposition serait pertinente, ou au contraire, constituerait une impasse.

Dans *Le Monde diplomatique*, Frédéric Lordon affirme rien de moins que « la démondialisation est devenue le signifiant d'un horizon politique désirable pour toutes les colères sociales que la mondialisation ne cesse de faire naître. Car, à la fin, les choses sont plutôt simples : si un accord s'est fait assez aisément pour nommer " mondialisation " la configuration présente du capitalisme, alors il devrait s'en faire un aussi facilement pour entendre dans " démondialisation " l'affirmation d'un projet de rupture avec cet ordre »(1). Noble et grande ambition, certes, mais les choses sont-elles si simples ? Il semble que oui pour l'auteur, puisqu'on lit la conclusion du même article : « La concurrence non faussée entre économies à standards salariaux abyssalement différents ; la menace permanente de la délocalisation (...)

la remise de la politique monétaire à une institution indépendante hors de tout contrôle politique : c'est tout cela qu'on pourrait, par une convention de langage peu exigeante, décider de nommer mondialisation. D'où suit, toujours aussi simplement, que se dire favorable à la démondialisation n'est alors, génériquement, pas autre chose que déclarer ne plus vouloir de ça ! ». Cela fait penser à cette phrase que les militants anticapitalistes - dont nous sommes

- disent parfois, contre les propositions des libéraux ou des sociaux-libéraux : « C'est tout le contraire qu'il faut faire ! ». C'est un peu court pour faire un projet alternatif, et l'auteur ne devrait pas s'étonner que plusieurs membres du conseil scientifique d'ATTAC estiment que « la démondialisation est un concept superficiel et simpliste »(lire l'encadré p. 3).

Le cœur du propos de Frédéric Lordon consiste à souligner qu'il existe dans la société une diversité d'antagonismes - dont ceux de classes et ceux nationaux - et qu'« On ne saurait retenir parmi ces multiples grammaires seulement celle de sa préférence » comme le font selon lui ceux qui critiquent le concept de démondialisation. Il est ainsi convaincu qu'à partir du

moment où « dans certains pays, les structures de la finance actionnariale et des retraites capitalisées placent objectivement en conflit diverses fractions du salariat » (pensionnés contre ●●●

L'idée que la souveraineté " véritable " se trouve en définitive uniquement au niveau des Nations signe une forme d'abandon de l'ambition que la démocratie se construise du local au mondial, à toutes les échelles des pouvoirs politiques.

(1) « La démondialisation et ses ennemis », in *Le Monde Diplomatique*, août 2011.

●●● salariés par exemple), il « *est absolument vain d'appeler tous ces gens à des solidarités de classe abstraites contre les structures qui les détruisent concrètement et configurent objectivement leurs intérêts sous des rapports antagoniques* ». Pour lui, on ne saurait réussir à bâtir des solidarités transnationales solides, au motif que les configurations sont partout différentes, de même que les situations et les intérêts objectifs.

Le bât blesse ici à deux niveaux. D'abord, doit-on comprendre que pour rendre possible des victoires populaires, il faudrait préalablement se recentrer sur le fait national, et pourquoi pas sortir de l'Union européenne ? Pour notre part, nous pensons qu'il faut poser le problème d'une transformation radicale de l'Union, et non en finir avec la construction européenne. D'autre part, la construction de solidarités de classe dépassant la seule convergence des intérêts immédiats n'est-elle pas une condition sine qua non pour tout mouvement global ? Il faut pour cela remettre en question l'idée selon laquelle les antagonismes sociaux développés par le système économique et social seraient "naturellement" durables puisque "objectifs". Bref : on ne peut vouloir transformer la réalité et s'avouer "vaincu" par elle. Par ailleurs, force est de souligner que les antagonismes sociaux continuent d'être ardemment travaillés par les libéraux au niveau national, non moins qu'à des échelles plus larges.

Protectionnisme, souverainisme

A partir d'un tel point de vue, dont Frédéric Lordon prend soin de préciser qu'il vaut pour la situation présente et non forcément dans la durée, le propos enchaîne : il faudrait se « *retirer* » de la mondialisation pour s'occuper des intérêts nationaux – auxquels seraient indifférents les altermondialistes. L'enjeu est alors de « *respecter le " fait national ", « meilleur moyen de donner sa chance (internationale) au " fait de classe " salarial* ». Mais au-delà du protectionnisme dont il est question, l'auteur estime que « *le problème central est celui de la constitution d'entités politiques authentiquement souveraines, seules à même d'être dotées de la force capable de s'opposer à la force du capital* » : « *S'il y avait donc un seul principe général pour gouverner le débat sur la mondialisation, ce pourrait être celui-ci : on ne peut pas laisser les peuples longtemps sans solutions de souveraineté* ».

Le retour à l'Etat-nation pour que le peuple trouve une solution de souveraineté ? Cela a bel et bien la couleur et le goût d'un retour vers le passé des Etats-nations tels qu'ils furent les moteurs du développement économique et social, à travers les politiques keynésiennes d'après-guerre, en même tant que des systèmes institutionnels et démocratiques (aujourd'hui en crise). En fait, l'idée que la souveraineté "véritable" se trouve en ●●●

ATTAC vent debout contre la démondialisation

La " démondialisation " est un concept à la fois superficiel et simpliste. Superficiel parce que, à la racine de la financiarisation mondialisée, il y a les décisions de forces sociales et de gouvernements nationaux, décidés à remettre en cause partout les droits sociaux. L'oligarchie n'est pas étrangère, l'ennemi n'est pas le travailleur chinois. Simpliste car les réponses à la crise nécessitent " plus de mondialisation " dans certains domaines et " moins de mondialisation " dans d'autres, mais exigent surtout une mutation radicale de la logique même de la mondialisation (alter-mondialisation)... D'un côté, il faut évidemment réduire les flux de marchandises et de capitaux, et relocaliser les systèmes productifs. Pour des motifs sociaux : stopper la concurrence entre travailleurs et paysans du monde, valoriser la diversité des savoirs et des pratiques sociales, nourrir les populations et assurer la souveraineté alimentaire. Pour des motifs écologiques : réduire les émissions de CO2, diminuer la pression sur les ressources naturelles et leur pillage. Pour des motifs politiques : retrouver des formes de démocratie proche des citoyens.

Mais, de l'autre, il faut plus de coopération européenne et mondiale dans bien des domaines à mutualiser : sauvegarde des écosystèmes, gestion et répartition des ressources rares qui font partie des biens communs (eau, terre, énergie, alimentation, savoirs, techniques, médicaments...), mondialisation des droits sociaux par l'application des conventions de l'Organisation internationale du travail...

(...) Qui osera proposer la démondialisation et le repli national aux participants du Forum social mondial, aux jeunes en lutte sur la Place Tahrir ou à la Puerta del Sol ? Bien au contraire, la conquête nécessaire de la souveraineté démocratique au plan national doit s'articuler à la construction de mouvements sociaux et citoyens européens et internationaux, qui seuls permettront d'éviter que les conflits sociaux ne soient détournés vers des logiques de rivalités nationales et identitaires.

Extrait d'un texte de Geneviève Azam, Jacques Cossart, Thomas Coutrot, Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Pierre Khalfa, Dominique Plihon, Catherine Samary et Aurélie Trouvé.

<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/060611/la-demondialisation-un-concept-superficiel-et-s>



Forum social mondial Belem 2009 - © www.phototheque.org

●●● définitive uniquement au niveau des Nations signe une forme d'abandon de l'ambition que la démocratie se construise du local au mondial, à toutes les échelles des pouvoirs politiques. Mais les problèmes posés par l'idée de démondialisation sont plus larges. Tout d'abord, ses promoteurs minorent l'interaction entre la mondialisation de la finance et la mondialisation de la société toute entière. Nous sommes entrés dans une société-monde, où les grands problèmes sociaux et écologiques ne peuvent plus être abordés dans les seules frontières nationales, et où les avancées scientifiques et techniques doivent devenir les biens communs de toute l'humanité... Il n'y a pas d'une part la société-monde – mondialisation incontournable – et d'autre part la mondialisation financière, qui pourrait être globalement combattue par le retour de la nation. Il y a une problématique commune à toute l'humanité qui appelle des solutions du local au mondial. Certes, il faut retrouver prise sur la finance en faisant intervenir les Parlements et les Etats - refuser le tristement fameux « *l'Etat ne peut pas tout* » - mais sans illusion : « *Une monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme, ni de la spéculation, ni du productivisme : a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme du fait qu'il disposait de la livre sterling ? Le franc,*

la livre ou la lire étaient-ils des boucliers contre les attaques spéculatives ? Et le capitalisme appuyé sur les " États souverains " n'a-t-il pas produit un modèle de consommation destructeur, pillé les pays du Sud et creusé la dette écologique du Nord ? La Banque de France, qui ne fait plus d'avances au Trésor public depuis 1973, mènerait-elle par nature une politique plus sociale que la Banque centrale européenne ? », soulignent les membres d'ATTAC dans leur contribution. On ajoute qu'à l'heure où, après des années de refus, le président de la commission européenne José Manuel Baroso propose de mettre en place une taxe - insuffisante, bien entendu - sur les transactions financières, désertir le combat européen serait un contresens.

Au-delà d'un retour des Etats, le développement d'institutions démocratiques planétaires et le développement de multiples politiques de solidarité mondiale constituent bien sûr un enjeu majeur et, surtout, pourrait être une chance pour le combat en faveur de l'émancipation. Cette chance, cette mondialisation-là, qui dépend de nous, consiste à fédérer les mouvements et les combats politiques pour la sauvegarde des écosystèmes, la gestion et répartition des ressources (eau, terre, énergie, alimentation, savoirs, techniques, médicaments...), les droits sociaux et tous les autres combats face aux dominations.

Le développement d'institutions démocratiques planétaires et celui de multiples politiques de solidarité mondiale constituent un enjeu majeur et, potentiellement, une chance pour le combat en faveur de l'émancipation.

Révolution dans chaque pays, ou dans un seul, ou altermondialisation ?

En un sens, la démondialisation est une proposition pseudo-radical : radicale dans la mesure où sur le papier elle met en cause de front la mondialisation libérale ; pseudo parce qu'elle ne remplit pas le cahier des charges de l'invention d'un nouveau projet d'émancipation combinant les différentes dimensions - économiques, sociales, écologiques, culturelles, démocratiques... - ●●●

●●● aux différentes échelles qu'elles concernent. A juste titre, les membres du conseil scientifique d'ATTAC rappellent dans leur texte que le mouvement face à la mondialisation libérale fut initialement qualifié par les médias d' "antimondialiste", qu'il s'est lui-même rebaptisé "altermondialiste", estimant que la « *thématique de la "démondialisation" risque de nous ramener beaucoup plus de dix ans en arrière* ». De plus « *les réponses à la crise nécessitent "plus de mondialisation" dans certains domaines et "moins de mondialisation" dans d'autres, mais exigent surtout une mutation radicale de la logique même de la mondialisation (alter-mondialisation)...* »

L'apparente puissance du mot démondialisation pour dézinguer le libéralisme économique ne constitue pas une garantie contre la récupération de l'idée par le système dominant – ses représentants étatistes et nationalistes, par exemple.

Le politologue Eddy Fougier va dans le même sens : la démondialisation « *représente une certaine forme de dégénérescence du projet altermondia-*

liste. Celui-ci visait, en effet, à définir une alternative progressiste globale à la "mondialisation libérale" et plus largement à la "révolution libérale" en intégrant les effets de la montée en puissance d'une "société civile globale", d'une demande croissante de participation "citoyenne", des préoccupations écologistes, ainsi que du réveil des mouvements de "résistance" du Sud, notamment des mouvements amérindiens, tout en évitant de tomber dans les écueils passés du mouvement communiste et en dépassant les échecs de la social-démocratie, en particulier des politiques keynésiennes, et du tiers-mondisme, plus précisément des politiques de développement autocentré. Or, le projet de démondialisation apparaît beaucoup plus modeste puisqu'il consiste à casser le processus de mondialisation pour en revenir aux bonnes vieilles recettes keynésiennes (J. Sapir) ou du développement autocentré (W. Bello), donc plus d' "alter", et à privilégier l'espace national ou local, donc plus de "mondialisme" ». Pour notre part, nous pensons qu'un nouvel internationalisme est à construire et, avec Alain Badiou, que « La thèse qu'il n'y a un seul monde doit être présente dans chaque lutte particulière ». Et que, par exemple, seule une approche planétaire peut



Manif antiG8 – Le Havre Mai 2011 - © www.phototheque.org

permettre de concevoir une réindustrialisation qui s'insère dans le cadre d'une transformation du mode de développement – nécessairement planétaire - et des rapports Nord-Sud.

Une fois que l'on a établi que la démondialisation ne constitue pas du tout une alternative politique globale et qu'elle occulte, plutôt qu'elle ne sert à faire émerger, une perspective de transformation sociale et écologique du local au mondial, il faut s'attacher à retenir certaines des idées posées dans ce débat. Les questions de la relocalisation de certaines productions, la réduction des flux de marchandises et de capitaux, la souveraineté alimentaire font partie intégrante d'un projet d'émancipation. Plus encore que pour la décroissance (lorsqu'elle ne s'adosse pas aux exigences de dépassement de l'exploitation et de toutes les dominations), l'apparente puissance du mot démondialisation pour dézinguer le libéralisme économique ne constitue pas une garantie contre la récupération de l'idée par le système dominant – ses représentants étatistes et nationalistes, par exemple.

● Gilles Alfonsi

Une stratégie altermondialiste en chantier

Dans son livre, *Une stratégie altermondialiste*, Gus Massiah expose les fondamentaux du mouvement altermondialiste.

Gustave Massiah est économiste, il a été président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) et d'ATTAC, et il est actuellement membre du conseil international du FSM (Forum social mondial). Ce parcours explique que l'auteur ait voulu conceptualiser la pensée altermondialiste, en termes de stratégie. Il dresse pour cela un véritable état des lieux géopolitique, et une fresque des inégalités économiques, écologiques et sociales mondiales.

L'hypothèse de l'auteur est que la double crise actuelle, celle du néolibéralisme et celle du capitalisme, ouvre des opportunités pour une rupture avec le système dominant, et pour des transformations sociales mondiales et radicales. Tout en ne se cachant pas que cette crise porte aussi en elle un risque potentiel de retour à des néoconservatismes de tous ordres.

La crise du système néolibéral est économique, sociale, politique, idéologique et écologique : elle est notamment perceptible à travers l'effondrement de la bulle financière aux Etats-Unis, l'accès aux matières premières, l'épuisement des ressources naturelles.

Elle est aussi crise de l'impérialisme, et de l'hégémonie des Etats-Unis et des pays membres du G8, face aux dynamiques des pays émergents, en particulier la Russie, l'Inde, le Japon et la Chine. Elle est crise des inégalités, de la pauvreté et des discriminations.



Ed. La Découverte
324 p. - 18,50 €

Les transformations majeures des sociétés dans les dernières décennies ont entraîné des bouleversements idéologiques, politiques, et économiques. Elles ont révélé que le système libéral, à bout de souffle, n'est pas la seule solution, qu'un autre monde est possible, idée sur laquelle s'appuie le mouvement altermondialiste : les pratiques concrètes d'émancipation révèlent les contradictions du système contre la subordination à la rationalité du marché mondial des capitaux et l'ajustement structurel de chaque société au marché mondial.

L'hypothèse de l'auteur est que la double crise actuelle, du néolibéralisme et du capitalisme, ouvre des opportunités pour une rupture avec le système dominant, et pour des transformations sociales mondiales et radicales.

Le mouvement altermondialiste est un mouvement historique d'émancipation qui lie les différentes dimensions de la libération : sociale, démocratique, politique, et écologique. Il se situe dans le prolongement des mouvements des périodes précédentes notamment le mouvement ouvrier du XIX^e siècle et les luttes révolutionnaires du XX^e : la décolonisation, les mouvements des femmes et des migrants... Il s'appuie sur l'histoire des luttes et des mobilisations et sur leurs convergences : son histoire

s'enracine dans les luttes contre la dette et l'ajustement structurel de 1980 à 1989, la contestation des organisations internationales de 1989 à 1999 et les contre-sommes internationales notamment en 1999 à Seattle à l'occasion de la conférence de l'OMC. L'histoire du mouvement s'égrène ensuite à travers les forums sociaux mondiaux depuis Porto Alegre en 2001 jusque Dakar en 2011. L'auteur évoque comment, au cours de ces 10 années, le mouvement s'est élargi et approfondi : géographiquement (Mumbai en 2004, Nairobi en 2007, Belem en 2009, Bamako, Caracas, Karachi), socialement (mouvements des sans-terre, des no-voix, des syndicats ouvriers...) et thématiques (l'éducation, l'eau...), associant de nouveaux partenaires : les autorités locales, parlementaires, scientifiques.

Le mouvement mène de front luttes et résistances et revendications, élaboration intellectuelle, pratiques sociales alternatives. Il est constitué de convergences de très nombreux mouvements de résistance et de mobilisations contre la logique dominante qui créent une diversité horizontale : les résistances et les luttes sociales et citoyennes, la contestation culturelle, écologique, pour les libertés, et pour l'accès aux droits. La révolution des pays arabes aujourd'hui en étant l'illustration absolue.

Les objectifs du mouvement altermondialiste sont l'accès aux droits pour tous, l'égalité, la fin des discriminations et la démocratie. L'égalité des droits à l'échelle mondiale implique l'impératif démocratique : ce sont les droits civils et politiques nés au XVIII^e siècle, les droits économiques et sociaux nés après guerre, le droit des peuples tels que définis dans ●●●

●●● la charte du droit des peuples, les droits écologiques encore en gestation dans les rapports à la nature, aux terres, à l'eau... et les droits des migrants, de libre circulation et de citoyenneté mondiale.

Ce qui oblige à redéfinir les politiques publiques, à redistribuer les richesses, à préserver les ressources naturelles comme l'eau, la terre, l'énergie, la biodiversité... ! À lutter contre les plans d'ajustement structurel : véritables plans d'austérité des dépenses de santé, d'éducation, des services publics.

Ce qui implique une nouvelle phase de la décolonisation, un rééquilibrage Nord/Sud et entraîne la contestation des organisations internationales : ONU, FMI, OMC.

La question stratégique devient déterminante, face au risque de trop d'idéalisme (peut-on jamais parler de trop d'idéalisme ?) et l'auteur s'emploie à la cerner dans la deuxième partie de l'ouvrage. La stratégie doit être économique, sociale, culturelle, écologique, politique et géopolitique. Elle répond à la nécessité de passer des luttes et résistances aux propositions ; elle s'inscrit dans le temps long, et se fonde sur la construction d'alliances et de convergences.

La stratégie altermondialiste ne se résume pas à « *changer le monde sans prendre le pouvoir* » ! L'impératif démocratique et la rupture signifient, en effet, de nouveaux rapports au politique et au pouvoir, entre le mouvement social et la transformation politique : il s'agit d'« *une nouvelle culture politique qui nourrit le rapport entre le projet et les bases sociales du mouvement* ». C'est un projet d'émancipation collective.

Face à la multiplicité des appartenances idéologiques des mouvements et à la volonté de respect de leur autonomie, mais à la nécessité de leur politisation, le débat est ouvert entre la modernisation du capitalisme ou son dépassement. Le *green new deal* se propose comme une réponse de forts réaménagements internes. Il correspond à une mise en avant des formes de régulation publique économiques et sociales... Il propose une redistribution, un

Sans pouvoir, changer quoi ?

Si l'ouvrage de Gus Massiah est bienvenu, c'est bien, malheureusement, que le mouvement altermondialiste marque le pas, même si ça et là, il continue de réussir à faire converger des forces et des citoyens sur des options de transformation sociales, écologiques et démocratiques.

Au-delà de la mise en valeur de tout ce que le mouvement altermondialiste a exprimé depuis son émergence, sa capacité à constituer pour l'avenir une option politique globale reste en forme de point d'interrogation. Certes, la radicalité des points de vue altermondialistes, en rupture avec l'ordre libéral et faisant de la lutte contre toutes les dominations un moteur de dépassement des antagonismes sociaux que ne cesse de nourrir les libéraux, reste pleinement d'actualité. Cependant, en ne prenant pas vraiment à bras-le-corps le problème du pouvoir et de la subversion des institutions, les altermondialistes, même armés de multiples propositions, ne risquent-ils pas de rester impuissants à opérer la révolution qu'ils souhaitent ?

● Gilles Alfonsi

renforcement du statut social du salariat, ainsi qu'une démocratisation fondée sur l'accès aux droits et les services publics. Il représente une réorientation qui nécessite un renforcement de l'Etat social, de la régulation publique, et du contrôle des secteurs financiers et bancaires, ainsi qu'une réforme des institutions internationales.

De la stratégie aux alternatives

Comment passe-t-on d'une période à une autre ? Comment une nouvelle logique systémique apparaît-elle et s'impose-t-elle ? Rien de moins ! La transformation sociale - « *les nouveaux rapports sociaux conquis par les luttes contre les rapports dominants, les pratiques nouvelles qui préfigurent les dépassements des rapports existants* » - se construit à partir des résistances et des contestations ! Par exemple : la Charte mondiale des migrants, ou des femmes ou des mouvements sociaux. C'est un chemin, celui de l'émancipation et de la liberté : il ne s'arrêtera pas.

De grandes orientations illustrent le rôle des pratiques concrètes d'émancipation dans la construction des alternatives. Pour chacune de ces interventions, la stratégie confronte les améliorations possibles et les ruptures nécessaires :

- L'approche par les droits : la régulation publique et citoyenne et les formes de propriété, elle s'illustre par des propositions comme un revenu minimum paysan, et un plafond de ressources.
- L'égalité de droits et la redistribution des richesses qui permettraient de changer les modèles de croissance.
- L'urgence écologique : des ONG environnementales regroupées dans le *Climate action network* ont pesé sur l'échec de la conférence de Copenhague, et la remise en cause du protocole de Kyoto.
- L'impératif démocratique propose à partir des pratiques de budget participatif de prendre en considération l'expertise citoyenne, et la société civile, comme base de la démocratisation de la démocratie.
- La régulation mondiale et l'achèvement de la décolonisation doivent permettre de transformer les échanges internationaux et les migrations.
- La démocratie doit être mondiale, l'opinion publique mondiale pourrait s'exprimer dans un parlement mondial...

Ce sont bien, en effet, des alternatives radicales... mais les peuples arabes ne viennent-ils pas de nous montrer qu'un autre monde est possible ?

● Bénédicte Goussault

Alp'alternatives culturelles !

Un sarkozysme culturel ?

Une amie, assez certaine de ma réponse, me demande : « Mais ce doit être dur pour vous depuis Sarko ? » (Vous, sous-entendu les cultureux, les artistes, les associations...). Eh bien, à son grand étonnement (et au mien par la même occasion !) : je suis resté sans voix. La réponse n'est pas si évidente que ça. Je suis comédien depuis 99 et depuis nous connaissons un lent et constant recul de nos droits, des moyens accordés à notre travail. Mais dire qu'il y a eu un changement radical depuis monsieur Sarkoléon, c'est peut-être lui donner trop d'importance. Ou plutôt s'il y a eu un changement radical, en est-il le grand ordonnateur ? En d'autres termes : sa défaite signifierait-elle notre victoire ? ou celle de nos idées ?

C'est évidemment plus dur pour la culture depuis Sarkozy : baisse du budget du ministère de la Culture, disparition de celui de la Jeunesse et des Sports, RGPP, clientélisme, disparitions de multiples aides et contrats aidés... Je suis pourtant convaincu que le problème est ailleurs. Ce sont principalement les collectivités qui financent la culture. Et, dans la majorité des cas, ces collectivités sont de gauche. Pour moi, la grande victoire de la droite c'est d'avoir gagné en profondeur, d'avoir gagné idéologiquement. Sarkozy n'y est presque pour rien. La droite a gagné faute de combattant. Les élus de gauche défendent la culture, se battent sur les budgets (dans le meilleur des cas) et laissent travailler les techniciens (chargés de mission, directeurs des affaires culturelles, etc...). C'est bien connu, les techniciens ne sont ni de droite ni de gauche : ils sont professionnels ! J'ai sans doute la dent dure autant avec les élus qu'avec les techniciens, je connais bien entendu des contre-exemples.

La généralisation des appels d'offres est ici l'exemple idéal des « bonnes volontés » d'élus appliquées par le « professionnalisme » des techniciens. La mise en concurrence régulière des acteurs culturels nous apprend que leur travail est un produit quantifiable et comparable, et aussi (grande nouveauté) qu'il n'est pas territorial. On peut trouver un exemple similaire autour de la tendance

lourde à la municipalisation des équipements culturels. C'est évidemment pour beaucoup un choix « professionnel », une question de bon sens comptable. Et l'on voit fleurir des équipements froids, espaces de consommation artistique sans âme et aussi (ce n'est pas un détail) sans vie démocratique. Je pourrais aussi parler de la standardisation des goûts dénoncée par de nombreux élus qui ne trouvent pourtant aucune solution pour lutter contre les mécanismes qui entourent les « boîtes de productions », la montée exponentielle des prix des artistes en vogue (qui plombent les budgets des équipements culturels), la loi du plus fort et du plus riche appliquée à la musique et petit à petit au théâtre... Alors oui, bien souvent tout vient de mécanismes professionnels assez opaques, les élus délèguent ces questions techniques à leurs techniciens, oui souvent même les artistes y participent sans mauvaise conscience...

La question qui nous est posée, c'est : pourquoi et comment investir de l'argent public dans l'action culturelle et la création artistique ? Et la gauche ? Est-ce juste la droite, mais avec un plus gros budget et des bons sentiments ? De nombreux élus ont su devenir des experts sur les questions écologiques. Ils sont devenus de vrais professionnels... Il faut à présent, et c'est une question de civilisation, un mouvement idéologique autour des questions artistiques : des positions éthiques et politiques qui permettent de passer concrètement à l'acte pour que l'art ne soit plus au service de l'argent, pour donner une vraie place aux citoyens et à l'éducation populaire, pour aider une création artistique indépendante, au cœur du monde, au service de l'émancipation de chacun. Pour passer des discours aux actes ! Sarkozy peut perdre, mais il nous faut une vraie victoire, la victoire des idées mises en actes !

● Laurent Eyraud-Chaume

comédien, directeur d'un lieu d'art et d'éducation populaire dans les Hautes-Alpes.

Le doigt dans le clafoutis

Heureux qui veut refaire sa chambre

Dimanche soir, la copine de mon neveu m'appelle au téléphone : « *Je voudrais refaire la chambre du haut, celle pour les amis. Tu n'a pas des idées ?* ». J'étais devant la télé, sur Public Sénat. « *Rose bonbon ?* », lançai-je. « *Sérieux ! Je voudrais autre chose qu'une couche de peinture ! Changer les meubles, donner un coup de jeune, la rendre accueillante pour mes copains copines.* » « *Le mieux serait d'abattre le mur à droite et de poser de grandes fenêtres à gauche.* » « *Je vois.* », me dit-elle, en rattachant. Dans le poste, Gérard Larcher s'accrochant, sous une pendule Ancien Régime, à son perchoir de président du Sénat, me ramena à la cuisine électorale.

Ah, Le Sénat ! Instrument de limitation de la démocratie pour les classes dominantes. Idéal du gouvernement « modéré » selon lequel tout pouvoir, surtout populaire, doit être circonscrit. Une instance sans légitimité démocratique,

désignée par le suffrage censitaire de 150 000 grands électeurs, non représentative des nouveaux territoires (Pays, Agglomérations, Communautés de Communes, Régions...) et du peuple. Avec un résultat impressionnant : refus du statut de la Nouvelle-Calédonie et de la Corse, rejet de la saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables, lutte permanente contre l'impôt sur la fortune, les nationalisations, le PACS, la parité. Le Sénat de la V^e République est un cimetière de réformes progressistes.

Et si l'on refaisait la chambre « haute » ? En changeant la circonscription de son élection, en adoptant la proportionnelle intégrale... Et si « nos » sénatrices et sénateurs étaient des partenaires du peuple ?

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



Léonce Aguirre vient de décéder. Longtemps dirigeant de la LCR, cofondateur du NPA dont il était membre du Comité exécutif et du Conseil politique national, L. Aguirre avait co-signé, en mai dernier, un " point de vue " dans *Le Monde* " Pour une candidature de la gauche de transformation sociale et écologique en 2012 " avec, entre autres, Clémentine Autain, Roger Martelli, Danièle Obono.

A sa famille, ses amis, ses camarades du NPA, nous exprimons notre tristesse et notre solidarité devant ce deuil.

● **Le collectif d'animation de l'Association des communistes unitaires.**

Nouvelle formule de Politis

Parution jeudi 6 octobre 2011

L'hebdomadaire indépendant et engagé sort sa nouvelle formule jeudi 6 octobre et renforce [son édition en ligne](#).

La nouvelle formule, **c'est d'abord** :

- **la complémentarité** entre l'hebdomadaire et le site www.politis.fr entièrement relooké et plus étoffé,
- **une plus place plus importante** donnée à la culture et aux médias,
- **et de grandes enquêtes** publiées en partenariat avec **Mediapart**.

Cette nouvelle formule, c'est aussi :

- + **d'ouverture** sur l'actualité mondiale, avec des reportages et des sujets magazine,
- + **de diversité**, avec une alternance d'articles longs et courts et une mise en valeur de l'iconographie,
- + **de pluralisme**, avec notre nouvelle rubrique « *Clivage* »

et ses deux regards contradictoires sur une actualité qui fait polémique,

+ **de transversalité**, avec une grande séquence d'actualités appelée « *La semaine* » qui rompt avec l'organisation traditionnelle des rubriques,

+ **de réflexion**, avec un grand dossier, les pages Idées, et notre sélection « *L'essai de la semaine* »,

+ **d'humour**, avec des chroniques, des digressions et le dessin d'Aurel.

Pour accompagner le lancement de cette nouvelle formule, **Politis lance une campagne presse axée autour de la notion d'« Espace de réflexion ».**

Pour en savoir plus, en avant-première, présentation **mercredi 5 octobre à partir de 18h30**

à la Bellevilloise (19-21, rue Boyer Paris 20^e)

Métro Gambetta ou Ménilmontant - Parking Saint-Fargeau à proximité

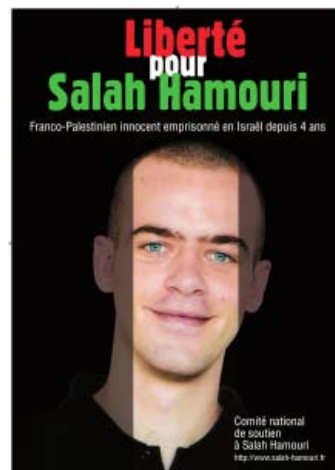
RSVP avant mardi 4 octobre

Contact : biti@politis.fr



Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de *Cerises* :
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot.

Agir pour la libération de Salah Hamouri



En prison depuis six ans et demi.

<http://www.salah-hamouri.fr>